

Leaders sur le terrain

Le bien-fondé de financer les systèmes alimentaires résilients et inclusifs

Le rapport de synthèse du Groupe Canadien de Réflexion sur la Sécurité Alimentaire

Juin 2020

1. INTRODUCTION ET CONTEXTE DE RECHERCHE

Les populations rurales, l'agriculture et les systèmes alimentaires :

Pour la plupart de gens qui vivent en milieu rural des pays en développement, l'agriculture et les systèmes alimentaires représentent leur moyen de subsistance. Ils gagnent leur vie à chaque étape de la chaîne de valeur : ils cultivent la terre et s'occupent du bétail sur leur propre petit lopin, ils sont ouvriers agricoles, ils vendent des intrants, ils transforment et transportent les aliments, et ils vendent le produit aux marchés.

Malgré tout, l'insécurité alimentaire est très présente dans les pays en développement et les producteurs de denrées forment une trop grande part de ceux et celles qui manquent, au moins une partie de l'année, d'aliments nutritifs. Dans plusieurs pays, les acteurs du système alimentaire se retrouvent en compétition avec les aliments importés, produits et transformés à peu de frais dans les pays plus industrialisés. Et, dans plusieurs pays, les petits exploitants et exploitantes agricoles sont les premiers à subir les conséquences du changement climatique.

Les femmes jouent un rôle de premier plan dans l'ensemble de ce système. Dans les pays les moins développés, 79 % des femmes dépendent de l'agriculture comme moyen de subsistance.¹ Pourtant, dans toutes les régions du monde, les femmes sont plus confrontées à l'insécurité alimentaire que les hommes.² Elles ont systématiquement moins accès à la terre, au bétail, aux intrants, aux équipements, à la formation, aux services, au financement, à l'information et aux marchés. Le temps qu'une femme peut dédier à l'agriculture est limité parce qu'elles font presque toutes des tâches (cuisine, soins des enfants, puiser de l'eau) non rémunérées à la maison ou du travail rémunéré à l'extérieur. Les femmes ont moins d'autonomie, de pouvoir décisionnel et de mobilité que les hommes et plusieurs sont à risque de violence fondée sur le genre.^{3,4} En renforçant

UN MOT SUR LA COVID-19

Les deux études décrites dans ce rapport ont été effectuées avant le début de la pandémie. Ce sommaire, avec les recommandations qui en découlent, était presque terminé lorsque la COVID-19 a frappé le monde de plein fouet. Depuis, tous les gouvernements nationaux et tous les organismes multilatéraux du monde qui s'occupent de l'alimentation et l'agriculture — en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et le Programme alimentaire mondial — ont dû se pencher sur les effets à court et long terme de la pandémie sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et les systèmes alimentaires à travers le monde.

Cette étude avait pour but d'examiner les tendances de financement en agriculture à Affaires mondiales Canada (AMC). Nous étions particulièrement intéressés par les initiatives à l'échelon macroéconomique et celles à petite échelle qui ont connu du succès pour améliorer la sécurité et les systèmes alimentaires à l'échelle communautaire. Nous croyons que les résultats obtenus sont particulièrement pertinents alors que les mesures agricoles d'urgence (et à plus long terme) sont mises en place en réponse à la COVID-19. Selon nous, cette recherche constitue une vitrine sur l'approche que pourrait adopter l'AMC pour « mieux reconstruire » ce qui concerne la sécurité alimentaire, l'agriculture résiliente et inclusive et les systèmes alimentaires, tout en s'attaquant au changement climatique et aux besoins alimentaires des plus vulnérables, en particulier les femmes.

¹ FAO (2006) <http://www.fao.org/3/a0493e/a0493e03.htm>

² FAO (2018) L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde

³ FAO (2011) The Vital role of Women in Agriculture and Rural Development. <http://www.fao.org/3/mb054e/mb054e.pdf>

⁴ CFGB (2016) Equal Harvests: How investing in agricultural development can empower women. <https://foodgrainsbank.ca/wp-content/uploads/2015/01/Womens-paper-April-2016.pdf>

l'efficacité et la résilience du système alimentaire, on crée le potentiel d'améliorer la vie et les moyens de subsistance d'un très grand nombre de gens vivant en milieu rural, en particulier des femmes.

Le développement agricole et les ODD :

Le développement agricole a déjà permis un progrès appréciable dans l'atteinte des objectifs de développement durable et il possède le potentiel d'y contribuer encore beaucoup plus. Il contribue directement à l'atteinte de l'objectif 1 (pas de pauvreté) et l'objectif 2 (faim « zéro »). La croissance du PIB associé à l'agriculture contribue deux fois plus à réduire la pauvreté qu'une croissance équivalente dans d'autres secteurs.⁵ Le développement agricole contribue également, entre autres, à l'objectif 5 (égalité entre les sexes), l'objectif 8 (croissance économique) et l'objectif 13 (action climatique). La bonne gestion des terres agricoles permet la conservation du sol et de l'eau et augmente la résilience face au changement climatique.⁶ L'agriculture peut favoriser la diversification alimentaire et les revenus qui permettent aux familles de cheminer vers une meilleure nutrition et une santé améliorée.⁷ Les systèmes agricoles et alimentaires créent des emplois sur l'ensemble de la chaîne de valeur en zone rurale, ce qui offre des occasions à la génération émergente de jeunes dans les pays en développement. Un appui soigneusement ciblé à l'agriculture peut contribuer à l'atteinte de plusieurs ODD de manière intégrée, tout en combattant l'exode rural.

L'agriculture, les systèmes alimentaires et le changement transformateur en matière de genre :

Le renforcement de la participation des femmes à la production agricole et aux systèmes alimentaires mène invariablement à leur autonomisation. Dans ce secteur, où elles sont très présentes, mais dévalorisées et freinées par des barrières culturelles et sociales bien ancrées, il existe un potentiel important pour améliorer le moyen de subsistance et la capacité d'agir des femmes, mais aussi de favoriser un changement transformateur en matière d'égalité des genres. En utilisant l'indice d'autonomisation des femmes en agriculture⁸, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a pu documenter l'importance de l'intégration du genre à la programmation agricole. En effet, pour les femmes, cette évolution peut mener à des changements fondamentaux dans le domaine du pouvoir décisionnel, du contrôle des revenus, du leadership dans la communauté et de l'emploi du temps. Dans de précédents travaux, le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire⁹ (FSPG) a établi quatre principes clés pour une approche féministe des systèmes alimentaires et agricoles :¹⁰

- Reconnaître et remettre en question les relations inégales de pouvoir;
- Favoriser la capacité d'agir afin que tous, et surtout les femmes et les filles, puissent prendre des décisions et des actions déterminantes pour leur avenir;

⁵ World Bank (2008) World Development Report; Agriculture for Development

⁶ IFAD & UNEP (2013) Smallholders, Food Security and the Environment. International Fund for Agricultural Development and United Nations Environment Programme

⁷ Herforth, A. & Harris, J. (2014) Understanding and Applying Primary Pathways and Principles. Brief #1. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series. Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project

⁸ <https://www.ifpri.org/project/weai>

⁹ Le Groupe canadien sur la politique de sécurité alimentaire est un réseau d'organisations canadiennes de développement et humanitaires possédant une expertise dans les systèmes alimentaires mondiaux et la sécurité alimentaire dans les pays du Sud. Le nom des organismes se trouve à la fin de ce document : <https://ccic.ca/fr/nos-interets/groupe-de-reflexion-sur-la-securite-alimentaire-2/>

¹⁰ FSPG (2018). Uprooting Inequality, Nurturing Rights. <https://ccic.ca/wp-content/uploads/bsk-pdf-manager/2018/06/Uprooting-Inequality-Brief-EN.pdf>

- Comprendre l'intersectionnalité – reconnaître que les multiples aspects de l'identité - la classe, le statut socioéconomique, la race, le groupe ethnique et l'orientation sexuelle - aggravent la vulnérabilité;
- Accorder une attention particulière à la démarche. Une approche féministe ne se préoccupe pas seulement des résultats, mais elle s'assure aussi que la démarche soit inclusive et réfléchie.

Les études de cas décrites plus loin offrent des exemples concrets d'interventions agricoles ciblées qui ont transformé les rapports de genre en permanence.

Agriculture et changement climatique :

Les changements associés au climat qui ont déjà eu lieu, et ceux auxquels on s'attend au cours des décennies à venir, vont augmenter les risques pour tous les agriculteurs, surtout les femmes. Les précipitations moins prévisibles, les tempêtes plus violentes, les sécheresses plus fréquentes, les insectes nuisibles et les maladies qui se propagent compliqueront la tâche de répondre aux besoins de tous. Comme d'autres régions, l'Afrique de l'Ouest (l'objet de ces études de cas) se tourne de plus en plus vers une agriculture résiliente face au climat. On cherche à augmenter la productivité tout en s'adaptant aux réalités climatiques et en minimisant la production de gaz à effet de serre. Tous les pays du monde ont souligné l'importance de l'agriculture dans le cadre de leur plan national d'adaptation au climat, mais en Afrique subsaharienne, l'accent est plus prononcé puisque 100 % des pays l'ont fait.¹¹ Pour relever le défi d'une agriculture sensible au climat, il est nécessaire d'appliquer la notion de « scale-up, scale out et scale deep »,¹² une approche qui a contribué à la résilience climatique des systèmes alimentaires et agricoles locaux et régionaux.

L'agriculture, les systèmes alimentaires et la Politique d'aide internationale féministe du Canada :

La politique d'aide internationale féministe du Canada (PAIF, 2017), vise la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Elle propose plusieurs champs d'action pour atteindre cet objectif, dont la croissance qui profite à tous et l'action pour le climat. Le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire, depuis toujours, soutient que l'appui à l'agriculture est un moyen très efficace pour atteindre les objectifs liés au genre. Leur étude, intitulée : *Déraciner l'inégalité, promouvoir les droits (2018)*¹³, est fondée sur la longue expérience des membres du groupe qui travaillent en développement agricole. Ce rapport montre comment des projets de développement agricole ont atteint les objectifs liés au genre, à l'environnement et à l'économie, tout en contribuant à la gouvernance inclusive et à la dignité humaine.¹⁴ Deux éléments de l'étude, décrits ci-après, en font la démonstration.

¹¹ FAO (2016). The Agriculture Sectors in the Intended Nationally Determined Contributions. <http://www.fao.org/3/a-i5666e.pdf>

¹² « scaling up » se réfère à l'impact des lois, des règlements et des politiques et leur transformation; « scale out » se réfère à un impact sur le plus grand nombre et à la diffusion vers plus d'individus et de communautés; « scale deep » nous parle de l'impact culturel qui transforme les relations, les valeurs et les croyances. " McConnell Foundation https://mccconnellfoundation.ca/wp-content/uploads/2017/08/ScalingOut_Nov27A_AV_BrandedBleed.pdf , pp 3

¹³ Disponible en anglais : <https://ccic.ca/fr/nos-interets/groupe-de-reflexion-sur-la-securite-alimentaire-2/>

¹⁴ *Déraciner l'inégalité, promouvoir les droits* (CCCI, 2018). Cette enquête comprend des études de cas portant sur l'Inde, la Bolivie, le Kenya et l'Afghanistan. Elle démontre que le travail sur les systèmes agricoles et alimentaires contribue efficacement à l'atteinte d'au moins 12 des 17 objectifs de développement durable (ODD). En particulier, l'objectif 1 (pas de pauvreté), 2 (faim « zéro »), 3 (bonne santé), 4 (éducation de qualité), 5 (égalité des sexes), 8 (croissance économique), 9, (innovation), 10 (inégalités réduites), 12 (consommation et production responsable), 13 (action sur le climat), 15 (vie terrestre), 16 (paix, justice et institutions efficaces), 17 (partenariats)

2. APERÇU DU PROJET DE RECHERCHE

En 2019 et 2020, le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire a mené deux études; la première afin d'analyser les tendances de financement en développement agricole et en sécurité alimentaire à Affaires mondiales Canada (macro-recherche); la deuxième pour examiner les résultats obtenus par les projets appuyés par AMC dans les domaines de l'égalité des genres, la viabilité environnementale, la résilience face au climat et le renforcement des moyens de subsistance et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ces études avaient pour but de recueillir des données probantes pour contribuer aux politiques et au dialogue avec le gouvernement du Canada et d'informer les Canadiens sur les bienfaits du développement agricole. Les résultats serviront à démontrer la pertinence d'un financement accru en développement agricole.

La recherche effectuée comprenait deux principaux volets :

- Une analyse statistique des engagements et des dépenses en agriculture et en sécurité alimentaire (effectuée par AidWatch Canada);
- Six études de cas portant sur des projets agricoles en Afrique de l'Ouest¹⁵ effectuées par des équipes de recherche locales. Les projets présentés, mis en œuvre par des organismes canadiens et leurs partenaires locaux, furent financés par AMC.

Un sommaire de ces deux études et des résultats obtenus se trouve ici-bas. Pour lire le rapport, suivez ce lien: <https://ccic.ca/leaders-sur-le-terrain>.

3. ANALYSE STATISTIQUE DES TENDANCES DE FINANCEMENT EN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À AFFAIRES MONDIALES CANADA¹⁶

3.1 L'enquête

En 2019, le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire a commandé une enquête statistique indépendante sur les tendances en aide publique au développement (APD). Plus précisément, on s'intéressait au financement d'AMC pour le développement agricole et la sécurité alimentaire, ce qui comprenait les urgences alimentaires et la nutrition sur une période de 10 ans. Le rapport se concentre sur l'agriculture, mais il comprend des données pour d'autres secteurs associés à la « sécurité alimentaire » lorsque cela est pertinent.

Les résultats de l'enquête ont été dévoilés dans un document autonome en 2018. Ils ont fait l'objet d'une mise à jour avec de nouvelles données en juillet 2019 dans un document intitulé : *Investir dans l'agriculture et la sécurité alimentaire : tendances des engagements et des déboursements d'Affaires mondiales Canada, 2007/08 à 2018/19*. La plus récente mise à jour vient d'être

¹⁵ Deux projets au Ghana et au Mali; un au Burkina Faso et un au Sierra Leone

¹⁶ Toutes les données et les détails de l'enquête se trouvent en anglais ici: <http://aidwatchcanada.ca/wp-content/uploads/2019/09/Final-Final-September-Ag-Paper.pdf>

complétée (mai 2020). Elle contient les dernières données (2018/19), des diagrammes et des analyses récentes.

En plus de faire l'analyse des données du gouvernement du Canada, l'enquête, à des fins de comparaisons internationales, tire des informations complémentaires de différentes sources comme l'OCDE (CAD)¹⁷. Elle décompose le financement en utilisant les codes-objet de l'OCDE sur l'alimentation de base, l'aide alimentaire d'urgence, l'aide alimentaire au développement et l'agriculture. Les mécanismes de financement d'AMC font aussi partie de l'équation. Selon le Groupe de réflexion canadien sur la sécurité alimentaire, cet exercice révèle plusieurs tendances à renverser, surtout après la COVID-19.

La décennie couverte par l'enquête comprend la période qui précède immédiatement la crise mondiale des prix des denrées alimentaires en 2007/08, alors que le Canada s'est joint aux pays du G8 pour mettre en œuvre l'initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire. Elle comprend aussi la période de développement et de lancement de la Politique d'aide internationale féministe du Canada.

3.2 Constats et analyse – enquête statistique

L'aide à l'agriculture diminuée :

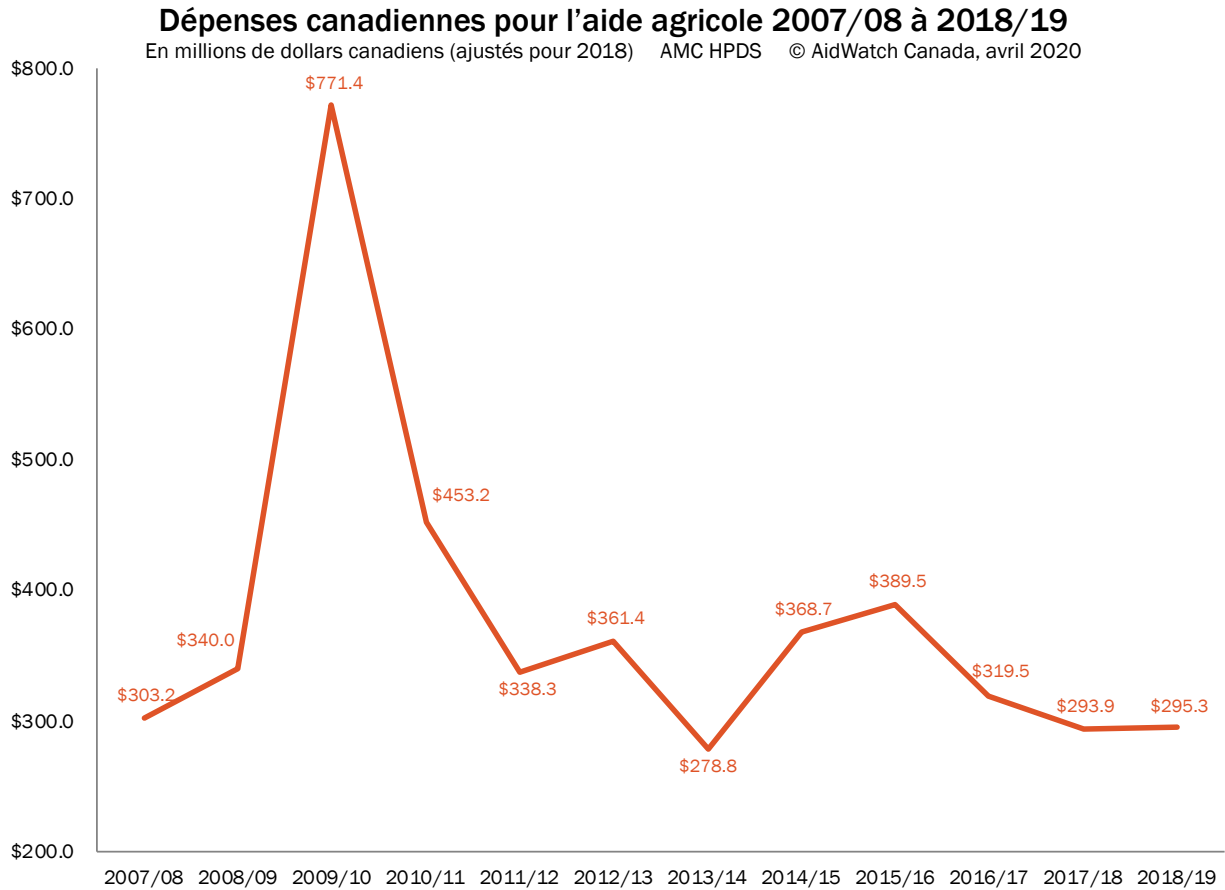
Le constat le plus important de l'enquête porte sur le déclin constant de l'aide canadienne en appui à l'agriculture depuis L'Aquila, et ce, malgré les données probantes mentionnées ci-dessus qui démontrent que le développement agricole est essentiel pour répondre à plusieurs ODD, et pour réaliser les objectifs de la Politique d'aide internationale féministe du Canada.

Le Canada a augmenté son budget d'aide à l'agriculture immédiatement après la crise des prix des denrées alimentaires en 2007/08. Ce financement a diminué quelques années plus tard et il se trouve maintenant en-deçà du niveau d'avant crise. Sur la dernière période de quatre ans (2015/16 à 2018/19), alors qu'on lançait la PAIF, la valeur de l'aide pour l'agriculture a chuté de 24 % (en dollars 2018). En effet, elle est passée de 390 M\$ à 295 M\$ (**Figure 1**). La part de l'aide agricole, en relation au budget total d'aide du Canada¹⁸ a également chuté en-deçà du niveau d'avant L'Aquila, passant de 6,4 % du budget en 2007/08 à 5,4 % en 2018/19.

¹⁷ Comité d'aide au développement

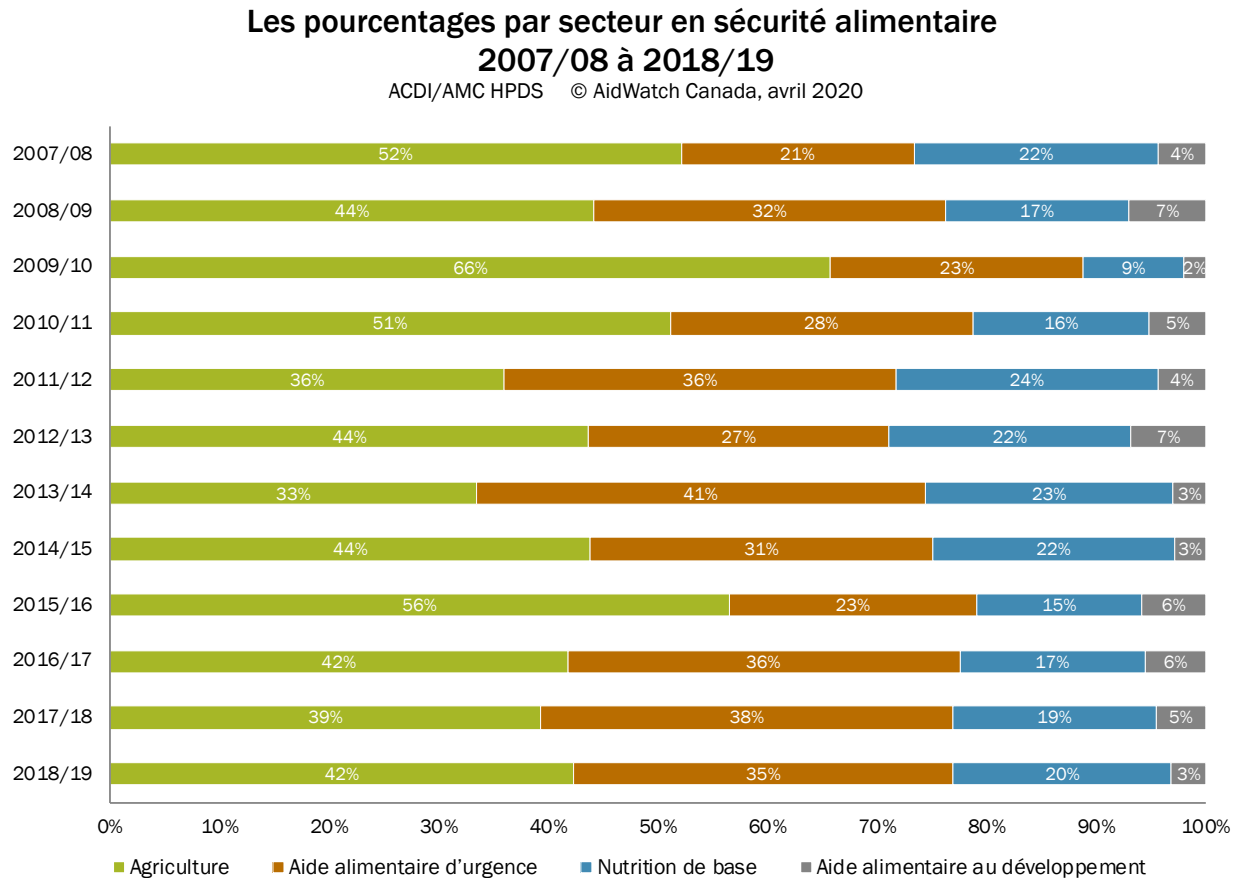
¹⁸ L'aide canadienne réelle est l'aide canadienne officielle moins les coûts liés aux réfugiés et aux étudiants dans le pays donateur. Il faut aussi soustraire l'annulation de la dette pour l'année où elle a été annulée. L'aide réelle est la véritable mesure de l'aide disponible pour les pays en développement.

Figure 1



La part de l'aide agricole en relation au budget accordé à la sécurité alimentaire a aussi diminué. Après avoir atteint un sommet de 66 % en 2009/10, elle a chuté à 42 % en 2018/19 (**Figure 2**). Peu importe la façon dont on étudie la question, depuis L'Aquila, l'agriculture n'a plus la place qu'elle occupait ou même celle qu'elle occupait au lancement de la PAIF. Et pourtant, 87 % des projets ayant reçu un appui financier du Canada après le lancement de cette politique avaient une composante d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes dans les résultats visés.

Figure 2

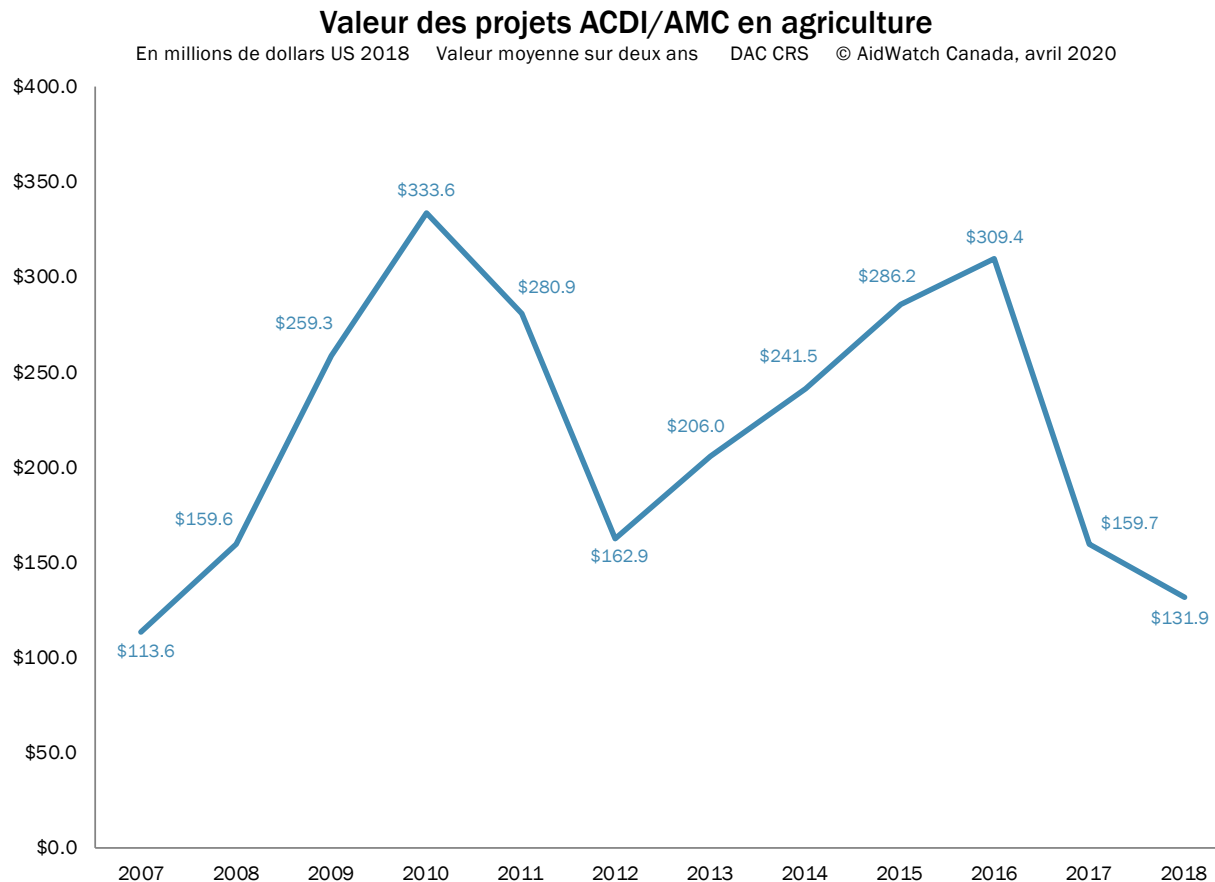


Le déclin des engagements est appelé à se poursuivre :

Le financement de l'aide agricole, qui a diminué à la suite du lancement de la Politique d'aide internationale féministe, semble poursuivre son déclin. On constate une baisse précipitée des engagements pour le nombre de projets agricoles à venir (en \$CA : 333 M\$ en 2010, 241 M\$ en 2014/15 et 131 M\$ 2018/19). (Figure 3)

Étant donné une augmentation annuelle des engagements agricoles pour 2018, il y a peut-être lieu d'être optimiste. Cette hausse est quelque peu dissimulée dans la figure 3 à cause de la méthode de calcul utilisée. En moyenne sur deux ans, la tendance est toujours à la baisse; il est donc trop tôt pour savoir si la remontée de 2018 représente ou non un renversement du déclin observé. Une part importante de cette hausse semble attribuable aux obligations prescrites aux institutions multilatérales. La tendance baissière est inquiétante, mais il n'est pas trop tard pour la renverser.

Figure 3



Il faut une approche intégrée pour accroître l'égalité des genres :

Le déclin des dépenses en agriculture tranche avec les augmentations constantes en santé et en droits génésiques. Les engagements pour de tels projets ont crû de 103 projets en 2015 à 267 en 2017 (alors que l'agriculture était en déclin). La santé des femmes est un élément fondamental des objectifs de la PAIF. Mais les investissements qui renforcent les systèmes agricoles et alimentaires représentent aussi un pilier de la santé et de la nutrition, surtout pour les femmes. Dans les zones rurales, un véritable changement aura lieu seulement si l'accès aux soins de santé, en particulier pour les femmes pauvres et marginalisées, est accompagné d'une approche globale qui transforme les relations de genre. Cette approche doit inclure le renforcement du pouvoir des femmes, un élément central des programmes en agriculture. Une approche intégrée garantirait que les engagements essentiels en santé et en nutrition ne mettent pas en péril le financement de l'agriculture et des moyens de subsistance. Tous ces engagements sont importants et auront besoin de fonds supplémentaires dans le cadre de l'APD.

L'ensemble du financement en agriculture devrait contribuer à la cohérence avec la résilience face au climat :

La présente étude fait un simple survol des objectifs liés au changement climatique qui font partie des initiatives d'aide en agriculture. Il n'est pas possible de déterminer, avec les données

disponibles, si on s'attaque sérieusement aux objectifs climatiques dans le cadre des projets agricoles. Signe positif, plus de 50 % des projets agricoles de 2015/16 à 2018/19 avaient un objectif « adaptation/atténuation » au changement climatique. En comparaison, 23 % avaient des objectifs similaires pour la période de trois ans précédente.¹⁹ Cependant, seulement 11 des projets agricoles sur 104 à l'étude (11 %) possédaient exclusivement l'objectif « adaptation/atténuation ». La moitié de ces projets relevait d'OSC, et l'autre moitié relevait d'organismes multilatéraux spécialisés sur la question du climat. L'attention limitée accordée au changement climatique dans le cadre des projets agricole démontre la nécessité d'élaborer une composante de résilience face au climat dans l'ensemble des programmes de développement agricole à l'avenir. Peu importe le mécanisme de financement, il sera important d'insérer l'agriculture inclusive et résiliente dans le cadre des initiatives sur le changement climatique. Ensemble, ces deux éléments contribueraient à créer un avenir plus durable et écologiquement viable pour les populations rurales.

L'importance du financement à long terme pour le développement après la crise :

La forte baisse du financement agricole après L' Aquila illustre une faiblesse récurrente que le FSPG et d' autres ont observée dans le passé et qui est documentée dans cette étude. La tendance du financement au cours de la décennie étudiée met en garde contre les éventuelles réponses d'AMC à la sécurité alimentaire face au COVID-19. À la suite d' une crise de sécurité alimentaire comme celle de 2007/08, une réponse d' urgence substantielle et immédiate est mobilisée et retient l' attention pendant une courte période (à savoir le G8 et L' Aquila). Après la crise, l'élan se dissipe et le soutien des donateurs diminue. Si une réponse d'urgence alimentaire et agricole post-COVID est mise en place, l'opportunité de construire des économies rurales plus durables et résilientes et la sécurité alimentaire pour les plus vulnérables seraient perdues, si le financement d'urgence n'était pas suivi d'un soutien à plus long terme au développement agricole dans les pays touchés. Dans l'ère post-COVID, AMC devrait s'efforcer de réaliser une transition en douceur des réponses d'urgence et du soutien immédiat pour la sécurité alimentaire à des investissements solides à long terme dans un développement agricole résilient et inclusif, afin d'assurer la durabilité des systèmes alimentaires.

Les mécanismes de financement pour l'aide agricole doivent être diversifiés et complémentaires :

Durant la décennie que nous avons étudiée, seuls les organismes de la société civile (OSC) ont augmenté leur part du budget d'AMC pour l'agriculture, et ce, au détriment des autres mécanismes. **(Figure 4)**

Bien que l'augmentation accordée aux OSC soit une bonne nouvelle — et une reconnaissance des résultats localement adaptés dont elles ont le secret — elle est aussi préoccupante. Le financement accordé aux OSC, à lui seul, est insuffisant pour générer un changement systémique. Les OSC revendiquent fréquemment des politiques habilitantes, mais elles ne peuvent pas être le moteur du changement. Pour avoir des impacts durables, comme ceux qu'on retrouve dans les études de cas, mais à grande échelle, il faudra travailler pour influencer les priorités et les politiques des institutions multilatérales et des gouvernements nationaux. Il faudra également appuyer les

¹⁹ <http://aidwatchcanada.ca/wp-content/uploads/2019/09/Final-Final-September-Ag-Paper.pdf>

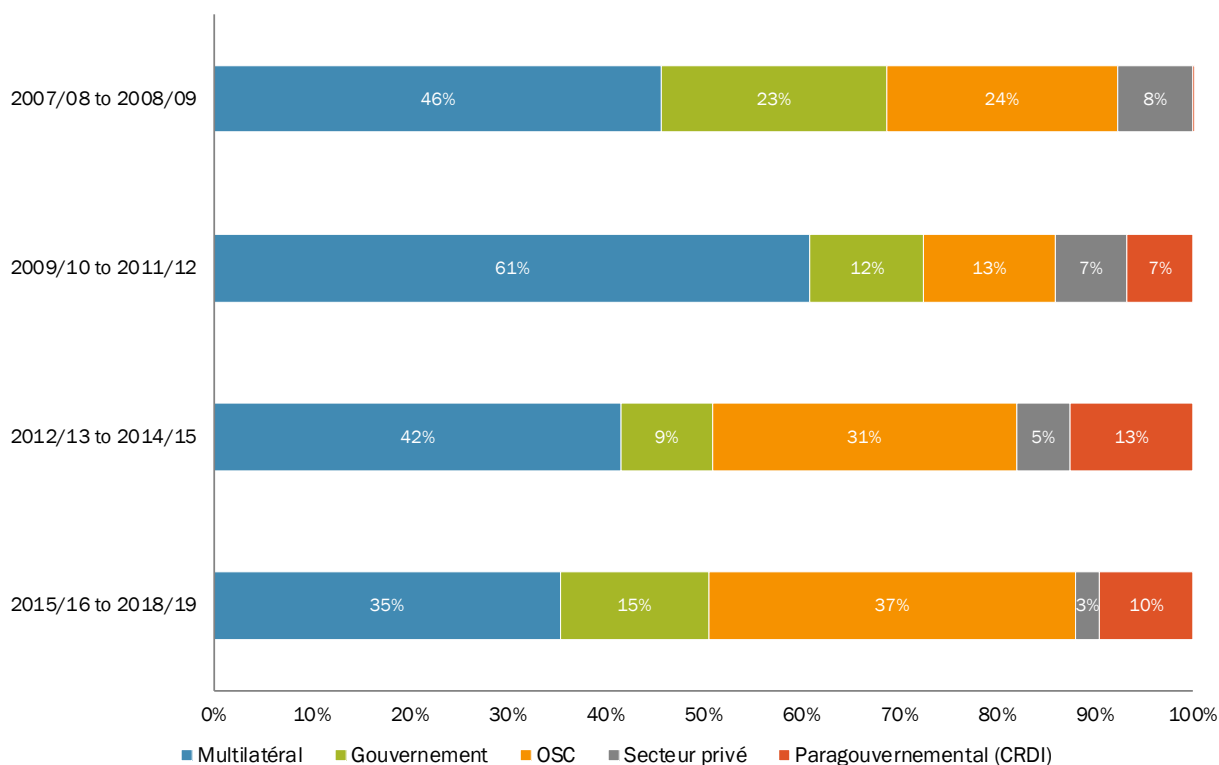
programmes gouvernementaux qui, dans le passé, représentaient une priorité pour le Canada en Afrique.

Sans l'intégration des approches, l'objectif « scaling-up, scaling out et scaling deep » ne sera probablement pas réalisé. Ceci entraîne des conséquences pour les priorités et les pratiques des mécanismes de financement bilatéraux et multilatéraux.

Figure 4

Voies d'acheminement pour les versements agricoles ACDI/AMC En pourcentage du total pour les années combinées

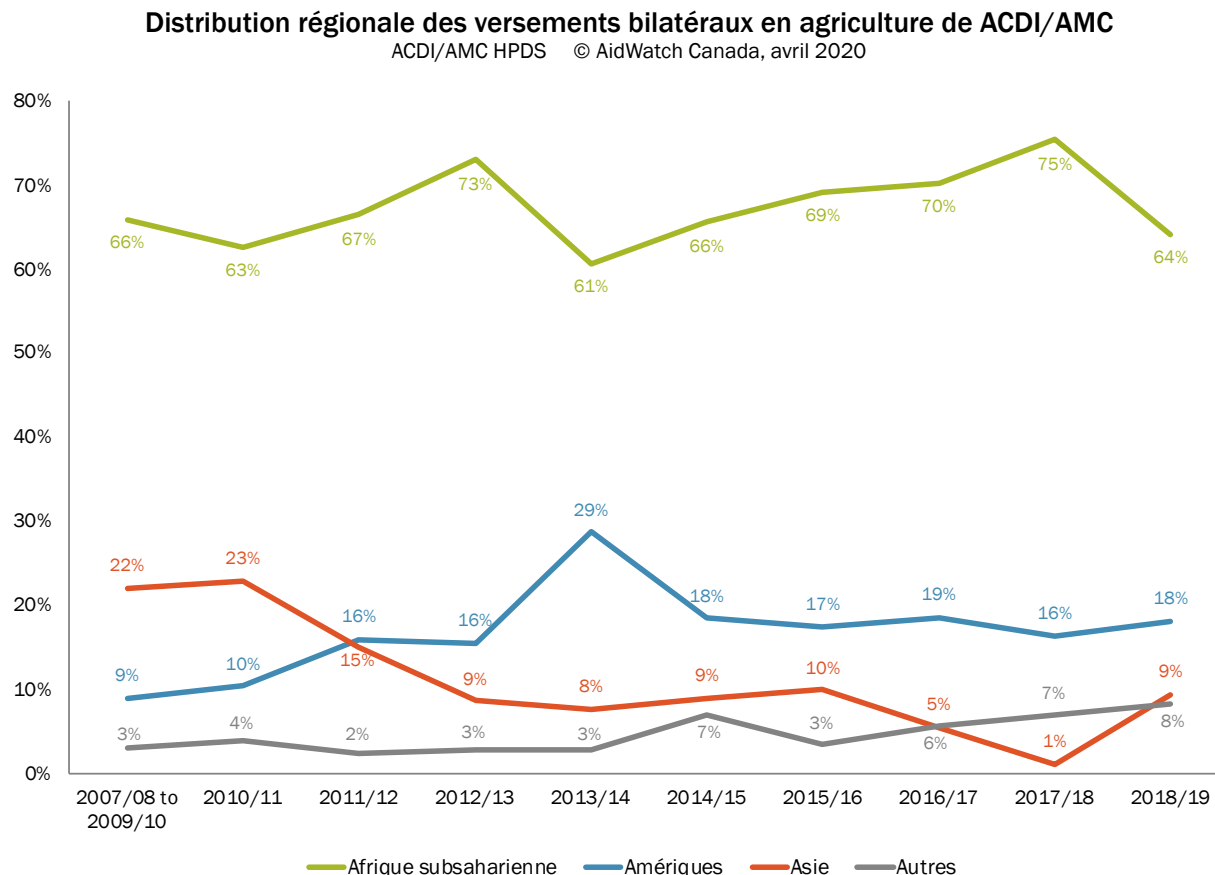
AMC HPDS © AidWatch Canada, avril 2020



Concentration géographique de l'aide agricole du Canada en Afrique subsaharienne :

Les investissements du Canada en développement agricole sont répartis inégalement dans le monde. Malgré l'importance de l'agriculture et des systèmes alimentaires sur tous les continents, l'APD du Canada pour l'agriculture est très concentrée en Afrique subsaharienne (**Figure 5**). Il y a seulement 5 pays au monde (Colombie, Éthiopie, Ghana, Mali et Sénégal) où l'agriculture représente plus de 20 % du financement accordé à ces pays. Cette concentration a guidé notre choix pour les études de cas décrites plus loin.

Figure 5



L'attention accordée à l'agriculture par l'ensemble des donateurs est faible :

Malgré le déclin de l'aide pour l'agriculture depuis L'Aquila, et sa concentration dans seulement quelques pays, le Canada contribue néanmoins une plus grande part de son APD à l'agriculture que la plupart des donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Dans la dernière décennie, les versements du Canada en agriculture se sont constamment situés au-dessus de la moyenne du CAD. Si on regarde l'ensemble des secteurs, la part de l'agriculture représente 9,2 % sur 4 ans avant 2018 pour le Canada et 5,2 % pour le reste des donateurs du CAD. Toutefois, le Canada perd du terrain pour le financement agricole au CAD. Il était au deuxième rang en 2010 et septième en 2018. Les Canadiens comprennent implicitement la valeur de l'agriculture et des systèmes alimentaires pour l'économie du Canada. Parmi les donateurs, pourrions-nous établir un créneau naturel dans ce domaine, au-delà de l'Afrique subsaharienne ? Si le Canada recentrait ses investissements d'APD en agriculture, il pourrait se transformer en chef de file parmi les pays donateurs et faire progresser le programme du PAIF.

3.3 Sommaire de l'enquête statistique

Les tendances, dévoilées par cette analyse statistique, pointent vers les changements importants qu'AMC pourrait effectuer pour augmenter son appui à l'agriculture dans le cadre de ses

engagements futurs en APD, tout en renforçant l'impact de sa Politique féministe. Cet appui est essentiel si la communauté internationale veut rétablir ses engagements envers les ODD pour éliminer la pauvreté et la faim, surtout dans le contexte d'une urgence climatique à long terme.

4. LA MICRO-RECHERCHE – DES ÉTUDES DE CAS POUR DOCUMENTER LES PROGRAMMES EFFICACES

4.1 L'étude – six études de cas en Afrique de l'Ouest

La composante « micro » de la recherche sur l'aide agricole effectuée par le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire porte sur les détails de six projets pluriannuels appuyés par AMC. Tous ces projets ont débuté avant le lancement de la PAIF, mais tous sont considérés comme des exemples de réussites par les partenaires de mise en œuvre des OSC canadiens. Les résultats obtenus touchent l'égalité des genres, la viabilité environnementale, la résilience face au climat, l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural et le renforcement de la sécurité alimentaire. Ces projets ont été choisis par les membres du Groupe de réflexion pour illustrer, avec des données probantes, « ce qui fonctionne » en développement agricole, tout en contribuant également à la réalisation des objectifs de la PAIF.

Si tous les projets choisis sont en Afrique, c'est parce que l'aide agricole du Canada est très concentrée en Afrique subsaharienne et parce que l'agriculture est centrale au plan de développement national de tous les pays de la région. On retrouve, bien sûr, des exemples éloquentes de programmes réussis sur d'autres continents. Nous avons enfin choisi l'Afrique de l'Ouest parce que quatre des dix plus gros bénéficiaires de l'aide agricole canadienne (2015-2018/19) s'y trouvent (Ghana, Sénégal, Mali et Burkina Faso).^{20,21}

Qui plus est, l'Afrique subsaharienne est devenue le point central de l'aide canadienne sous la PAIF avec des engagements qui représenteront au moins de 50 % de l'enveloppe d'aide bilatérale au développement d'ici 2021/22. En adoptant cette approche, nous avons été en mesure d'avoir une meilleure cohésion avec les études de cas. Et, même si tous les projets sont en Afrique de l'Ouest, les leçons qu'on peut en tirer sont assurément pertinentes pour l'ensemble du portefeuille d'aide canadien.

Un sommaire détaillé de l'étude de cas, accompagné de conclusions, est disponible en complément à cet aperçu.²² Les résultats les plus significatifs sont résumés ici-bas et sont accompagnés de leçons apprises qui pourront informer les engagements à venir du Canada en ce qui a trait à l'aide agricole.

4.2 Les résultats - six études de cas en Afrique de l'Ouest

C'est peut-être un cliché de dire que le renforcement du pouvoir des femmes doit commencer où les femmes se trouvent, mais c'est la pure vérité. Ces études de cas reflètent une réalité, c'est-à-dire

²⁰ <http://aidwatchcanada.ca/wp-content/uploads/2019/09/Final-Final-September-Ag-Paper.pdf>

²¹ Les six études de cas étaient au Burkina Faso (1), au Ghana (2), au Mali (2) et en Sierra Leone (1).

²² <https://ccic.ca/leaders-sur-le-terrain>

que 79 % des femmes dans les pays les moins développés pratiquent l'agriculture. Elles exploitent de petits lopins de terre marginaux dont elles ne sont pas propriétaires; elles font partie de familles pauvres; elles travaillent dans une économie rurale caractérisée par des infrastructures souvent fragiles; elles sont responsables du soin des enfants et des tâches ménagères.

Les participantes à ces six projets jouent un rôle à chaque étape du système alimentaire local, soit la planification, la production, la transformation et les ventes. Elles jouent toutefois ces rôles avec un accès restreint aux ressources dont elles ont besoin, comparé aux hommes. En effet, elles ont difficilement accès aux bonnes terres, au financement, au bétail, aux intrants, aux équipements, aux marchés, aux services, à l'information et à la formation. Enfin, elles ont rarement l'autonomie nécessaire pour prendre leurs propres décisions.

Les études de cas présentées démontrent que les femmes prospèrent lorsque ces ressources sont réunies et accessibles. Elles transforment des terres dégradées en champs productifs; elles produisent suffisamment d'aliments et gagnent assez d'argent pour nourrir leur famille toute l'année. Elles adhèrent à des groupes, en lancent d'autres et assument, pour la première fois, des rôles de leadership. Elles prennent leur vie en main et, par le fait même, leur vie familiale est meilleure. La santé des enfants s'améliore. Les hommes constatent les changements et acceptent que les femmes puissent jouer de nouveaux rôles. Il y a plus d'emplois en milieu rural et les communautés réagissent mieux aux chocs. Les partenariats entre les agriculteurs, le gouvernement et les compagnies sont plus solides, et les villages voisins reproduisent ce qu'ils observent.

Chacun des six projets à l'étude est exemplaire pour ses réalisations. Ils démontrent qu'avec une planification minutieuse et des partenariats solides, les projets agricoles offrent un cadre adapté et efficace avec lequel il est possible de réaliser une meilleure égalité des genres, d'améliorer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience face au climat.

L'agriculture présente beaucoup de promesses en ce qui concerne le changement transformateur en matière de genre, mais il faut s'y prendre de la bonne façon. L'agriculture et les systèmes alimentaires peuvent être une voie d'accès à la transformation des normes sociales, mais tous les projets ne le seront pas.

- Ces études de cas démontrent l'importance d'avoir un projet bien conçu; un projet fondé sur une analyse locale de normes en matière de genre et de la vulnérabilité face au climat.
- Elles démontrent l'importance d'impliquer les hommes et les garçons pour réaliser un changement transformateur en matière de genre.
- Elles soulignent l'importance des partenariats élargis avec les services-conseils et programmes gouvernementaux, les ONG locales et les instituts de formation, les institutions de recherche et de financement et le secteur privé. Ces partenariats permanents aideront à construire une nouvelle capacité dans la communauté pour que le changement positif perdure lorsque le projet prendra fin.

Par-dessus tout, ces études de cas illustrent que le Canada doit agir avec urgence pour que l'agriculture et les systèmes alimentaires résilients et inclusifs soient un pilier de la mise en œuvre de la Politique d'aide internationale féministe du Canada.



MALI

Radio pour le développement des chaînes de valeur agricole (RADCHA)

OSC canadienne : Radios Rurales Internationales

Ce projet s'est étendu à quatre pays, mais l'étude de cas s'est concentrée sur le Mali. Avec le soutien de Radios Rurales Internationales, trois stations de radio ont produit et diffusé des émissions régulières à 91 000 petits éleveurs de volaille (dont 39 % de femmes) pendant deux ans, sur différents aspects de l'élevage de poulets: contrôle des maladies, construction de poulaillers, amélioration de la commercialisation et promotion de l'égalité des genres chez les éleveurs de volailles. L'objectif était d'augmenter la production et les bénéfices.

MALI

Financement Agricole et rural au Mali (FARM)

OSC canadiennes : Développement international Desjardins (DID) et SOCODEVI

Ce projet vise à accroître la productivité et les revenus de 18 706 petits exploitants agricoles maliens (dont 58 % de femmes) par un meilleur accès aux services financiers, un accompagnement en gestion agricole et pratiques environnementales et l'établissement de liens avec les autres acteurs des chaînes de valeur. En engageant non seulement les femmes mais aussi les hommes autour des questions d'égalité des genres, le projet a contribué à changer le comportement des hommes envers les femmes et le rôle des femmes dans les activités agricoles.

BURKINA FASO

Initiative d'innovation et de mobilisation pour la sécurité alimentaire (IMSA)

OSC canadienne: Mission inclusion

Ce projet a touché 3 000 agriculteurs (51 % de femmes) qui cultivent le niébé, le sorgho, le millet, l'oignon et la tomate au Burkina Faso. Il a été conçu pour accroître leur productivité et améliorer leur commercialisation et la durabilité environnementale de leurs activités. Il a renforcé les chaînes de valeur pour les femmes et les hommes et a travaillé avec les organisations paysannes afin d'améliorer leur gouvernance et leur réponse aux besoins des producteurs.

GHANA

Davantage d'opportunités rurales pour les femmes (GROW)

OSC canadienne: Mennonite Economic Development Associates (MEDA)

Ce projet a ciblé 23 368 agricultrices afin qu'elles améliorent le revenu et la sécurité alimentaire de leur ménage. Il les a formées à la production et au marquage du soja et a inclus diverses activités visant à améliorer l'accès des femmes à des terres productives et à la technologie, à augmenter les rendements, et à transformer le soja en une variété de produits nutritifs destinés à la consommation et à la vente. Le projet a contribué à mettre ces productrices en relation avec les marchés pour la vente de soja et d'autres produits agricoles, et à améliorer leur inclusion financière en les mettant en lien avec des groupes d'épargne et des institutions de microfinance. Il a également introduit des techniques agricoles intelligentes sur le plan climatique.

GHANA

Transformation des moyens de subsistance résilients et durables (RESULT)

OSC canadienne: Canadian Feed The Children

Ce projet a aidé 21 100 agriculteurs (dont 70 % de femmes) et leurs familles à surmonter l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité. Il s'est concentré sur les ménages plus pauvres dirigés par des femmes. Il visait à améliorer l'accès des femmes à la terre, aux services financiers, aux ressources productives et à la technologie, et à renforcer le pouvoir de décision des femmes à la maison et dans les activités génératrices de revenus. Il a encouragé les activités génératrices de revenus pour les entrepreneurs ruraux et a assuré la formation des membres de la communauté travaillant dans l'agriculture et l'élevage ainsi que celle des agriculteurs aux techniques agricoles intelligentes sur le plan climatique.

SIERRA LEONE

Approche systémique pour améliorer et maintenir la sécurité alimentaire (SATISFY)

OSC canadienne: Vision Mondiale Canada

Au Sierra Leone, ce projet a aidé 17 071 petits exploitants agricoles (62 % de femmes) à cultiver et à élever du bétail en utilisant des races améliorées et des technologies intelligentes sur le plan climatique (le système d'intensification du riz par exemple). Il visait à promouvoir des aliments sains et des moyens de subsistance durables pour les femmes, les hommes et leurs familles. Il a travaillé avec le personnel de plusieurs ministères afin d'accroître la capacité institutionnelle à fournir des services agricoles efficaces et sensibles au genre. Ce projet a également été mis en œuvre au Ghana, au Mali et au Sénégal.



CE QUI FONCTIONNE EN AGRICULTURE



Des stratégies qui renforcent l'égalité des genres et la résilience face au climat



Améliorer la connaissance et les compétences

- Offrir une formation, surtout aux femmes, sur les thèmes suivants : la production, la culture financière, la gestion des affaires, le marketing, risques associés au climat et adaptation et les relations de genre ;
- Utiliser de nouvelles méthodes pour joindre les agriculteurs : radio, livres audio, messages texte.



Améliorer la productivité

- Améliorer les pratiques ; intégrer la résilience climatique ;
- Améliorer l'accès des femmes aux ressources comme la terre, le bétail, les fournitures agricoles et le financement ;
- Offrir des services d'appoints agricoles ou des services de vulgarisation ;
- Partager les tâches pour réduire la charge des femmes.



Développer de nouvelles sources de revenus

- Diversifier les moyens de subsistance pour réduire les risques associés au climat ;
- Créer des entreprises locales : p. ex. transformation d'aliments et apiculture ;
- Faciliter l'action collective des femmes avec les groupes d'épargne et les coopératives de production et de mise en marché ;
- Faciliter l'accès au crédit financier.
- Faire la promotion de mesures de protection collectives comme l'assurance-récolte ;
- Appuyer le marketing, surtout pour les femmes.

Les clés du succès

Concevoir en fonction de la transformation en matière de genre et de la résilience face au changement climatique

Adopter une approche familiale intégrée sur le genre (impliquer les hommes et les garçons)

Identifier des champions de genre (hommes et femmes)

Faire usage d'une mobilisation pair à pair

Créer des partenariats durables avec les ressources communautaires existantes.

Résultats ODD



- Meilleur rendement de culture et surplus agricoles en vente ;
- Nouvelles sources de revenus : transformation des aliments, entreprises communautaires et coopératives ;
- Revenu familial accru pour la nourriture, les dépenses des ménages, les frais scolaires, les fournitures agricoles ;
- Meilleure sécurité alimentaire durant toute l'année : régime plus diversifié à cause de la production sur la ferme et un accès accru à l'achat de nourriture ;
- Une santé améliorée, surtout pour les femmes et les enfants (réduction de la malnutrition infantile) ;
- Plus d'emplois et de possibilités économiques en milieu rural.



- Plus de revenus pour les femmes et un plus grand contrôle de ces revenus ;
- Participation accrue des femmes aux décisions liées à la production agricole et aux dépenses familiales ;
- Plus grande autonomie pour les femmes (p. ex. circuler librement) ;
- Rôle accru des femmes comme leaders dans la communauté ;
- Plus d'actions collectives de la part des femmes ;
- Diminution des normes néfastes liées au genre (attitudes et comportements) ;
- Réduction de la violence fondée sur le genre.



- Sensibilisation aux risques associés au changement climatique et meilleure connaissance des techniques d'atténuation et d'adaptation ;
- Production plus durable et sensible à la question du climat ;
- Plus grande résilience et capacité accrue d'adaptation au changement climatique ;
- Systèmes alimentaires moins vulnérables ;
- Technologies innovantes (p. ex. cuisinières écoénergétiques et biodigesteurs) ;
- Système d'alerte rapide

5. RECOMMANDATIONS

Pour le gouvernement canadien :

1. Le Canada devrait verser sa juste part de l'aide internationale en augmentant son budget pour l'APD. Ainsi, il y aurait des fonds supplémentaires pour l'agriculture résiliente et inclusive, pour l'adaptation et l'atténuation au changement climatique, et pour d'autres secteurs importants qui sont essentiels à l'atteinte des objectifs de la PAIF.
2. Affaires mondiales Canada devrait augmenter le financement pour les programmes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, et intégrer l'égalité des genres et l'adaptation au climat dans l'ensemble des mécanismes de financement. Les investissements qui ciblent l'agriculture résiliente et inclusive représentent la clé pour transformer les relations de genre et pour accroître la résilience au changement climatique. L'intégration des dimensions genre et climat devrait avoir lieu dans les programmes bilatéraux et multilatéraux, ainsi que dans la programmation effectuée par l'entremise des organismes de la société civile.
3. Affaires mondiales Canada devrait travailler avec les dirigeants des organismes internationaux qui s'occupent d'agriculture et de sécurité alimentaire, afin qu'ils réorientent leurs recherches, leurs programmes et leur financement vers les systèmes alimentaires résilients et inclusifs. Le Canada devrait également appuyer, en priorité, les initiatives bilatérales qui permettent aux gouvernements bénéficiaires de faire de même.
4. Affaires mondiales Canada devrait encourager la continuité entre les réponses alimentaires d'urgence et les programmes de développement agricole en créant un mécanisme de financement pour favoriser cette cohésion avec les partenaires de programme.
5. Affaires mondiales Canada devrait accroître le financement accordé aux OSC canadiens pour une programmation sensible aux questions de genre qui favorisent les systèmes alimentaires inclusifs et résilients. Ces études de cas, et d'autres études similaires, illustrent bien les forces des OSC canadiens en programmation internationale. Ces OSC peuvent aussi être efficaces pour favoriser, chez les Canadiens, une meilleure compréhension et un soutien accru pour les programmes d'aide.
6. Affaires mondiales Canada, dans le cadre de ses ententes de projets, devrait prévoir des sommes pour permettre aux responsables de tirer des leçons de chaque projet.

Pour les donateurs et les responsables de la mise en œuvre :

7. Pour faire la promotion des systèmes alimentaires inclusifs, les programmes devraient comprendre des composantes pour soutenir la voix, la participation et le pouvoir d'action des femmes à toutes les étapes de la planification et de la mise en œuvre. Ils devraient également viser une connaissance approfondie des contextes sociaux, un élément nécessaire pour qu'une transformation ait lieu.
8. Pour transformer les normes sociales, changer les dynamiques de pouvoir, réduire les inégalités de genre et éviter les répercussions négatives qui entraînent des risques additionnels pour les femmes et les filles, on devrait adopter, à la conception du programme, une approche familiale intégrée, incluant les hommes et les garçons. Ainsi, on reconnaîtrait qu'une transformation durable en matière de genre ne peut avoir lieu que si tous les membres de la famille ressentent les bénéfices d'une plus grande égalité de genre.

9. Pour promouvoir les systèmes alimentaires résilients, les programmes devraient effectuer une analyse des vulnérabilités climatiques et prévoir des mécanismes d'adaptation aux futurs événements climatiques. À l'étape de la conception des programmes, il faudrait considérer la perception de la communauté en ce qui concerne les événements climatiques et leur impact sur différents groupes sociaux, dont les femmes et les agriculteurs aux faibles ressources.
10. Les programmes portant sur les systèmes alimentaires résilients et inclusifs devraient être conçus pour fonctionner sur l'ensemble de la chaîne de valeur, c'est-à-dire l'accès à la terre et aux ressources productives, l'accès au financement, à l'éducation, aux services, à la production, à la transformation et au marketing. Ils devraient bâtir des partenariats durables avec les acteurs locaux pertinents, dont les gouvernements, les instituts de recherche, le secteur privé et les OSC locaux.
11. Les programmes sur les systèmes alimentaires résilients devraient, lorsque cela est possible, appuyer les organismes comme les coopératives, les groupes d'épargne et de crédit, de marketing pour favoriser l'action collective.
12. En vue d'innover, les programmes sur les systèmes alimentaires inclusifs et résilients devraient considérer de nouvelles démarches en ce qui a trait à la technologie, l'engagement communautaire et la programmation en matière de genre.
13. Pour améliorer la viabilité du projet après avoir complété sa mise en œuvre, les programmes devraient inclure des formations et des activités de renforcement des capacités, en particulier pour ceux qui n'ont pas typiquement l'occasion d'y participer. On devrait examiner attentivement les conséquences des changements apportés pour l'environnement local, l'économie et les relations en matière de genre.

Membres du Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire

Aga Khan Foundation Canada
Canadian Council for International Co-operation
Canadian Feed The Children
Canadian Foodgrains Bank
Canadian Lutheran World Relief
CARE Canada
Cooperative Development Foundation of Canada (CDF Canada)
Développement international Desjardins
Development and Peace - Caritas Canada
Farm Radio International
HOPE International Development Agency
Huairou Commission
Inter Pares
MEDA
Mennonite Central Committee Canada
Mission inclusion
National Farmers Union
Oxfam Canada
Oxfam Québec
Results-Resultats Canada
SeedChange/ Sème l'avenir
SOCODEVI
SUCO
United Church of Canada
UPA Développement international
Veterinarians without Borders / Vétérinaires sans Frontières
World Accord
World Vision Canada

Membres associés

Alinea International
Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture
International Institute for Sustainable Development/ Institut international pour le développement durable